

Sommes-nous sur la voie d'une sortie de crise ?

Note cadre du 20 novembre 2009



Directrice de publication :
Dorothée **Briaumont**, directrice générale du Comité 21

Auteurs :
Bettina **Laville**, présidente d'honneur du Comité 21, présidente du Comité de prospective du
Comité 21

Guillaume **Cantillon**, juriste, rapporteur du Comité de prospective du Comité 21

Sommes-nous sur la voie d'une sortie de crise ?

Le 26 juin 2009, le Comité de prospective du Comité 21 a présenté son premier rapport intitulé : « Temps de crise financière, économique, écologique, sociale : enjeux, contradictions, opportunités »¹.

Dans ce rapport, le Comité de prospective du Comité 21 s'était prononcé pour une transformation profonde de notre civilisation, seule voie de sortie de crise car les crises ont la même origine, la démesure, et appellent des réponses communes : moins de « court-termisme », plus d'horizon durable, moins de produits virtuels, plus d'investissements pour satisfaire nos vrais besoins. Concernant l'après-crise, le Comité de prospective préconisait une transformation substantielle : un nouveau choix global d'organisation sociale, considérant que ce n'est pas simplement le capitalisme qu'il faut refonder, mais le fonctionnement entier de nos sociétés et de nos comportements.

Afin de suivre l'évolution des crises en regard des enjeux du développement durable, le Comité 21 décidait dans la foulée de créer un « Observatoire des crises ». Il s'agit pour ce réseau de mesurer, au fil des crises, l'évolution sur le court et le moyen termes de leurs manifestations et la manière dont elles sont traitées.

Six mois après la publication du rapport, cette première « Note cadre » examine une série de points clefs concernant l'origine et les conséquences des crises. Elle sera complétée par des « Notes thématiques » plus précises et des « Flash d'actualité », notamment dans la perspective du sommet de Copenhague.

Malgré un frémissement de l'économie (I), la volonté d'éradiquer les causes profondes des crises n'est pas manifeste (II). Le décalage entre le système économique global et les individus s'en trouve ainsi approfondi (III).

¹ <http://www.comite21.org/docs/actualites-comite-21/2009/rapport-de-prospective-2009-26062009.pdf>

I) Frémissements : le marché bien souvent varie...

L'éventail des mesures mises en place par les Etats aura été particulièrement large² : baisses d'impôts, hausse des transferts, dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement, baisse des taux et/ou augmentation de la quantité de liquidités... Les critiques contre cette politique budgétaire (gonflement de l'épargne plus que relance de la production et/ou de la consommation ; fuite des dépenses vers des biens de consommations produits à l'étranger ; endettement de l'Etat), auront peu pesé dans les débats.

Des crises passées deux enseignements auront été retenus : la nécessité de stabiliser en priorité le secteur d'où est venue la crise, et la nécessité de « frapper fort ».

Le flop de la stratégie de la sortie de crise de 1929, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Roosevelt en 1932, aura souvent été mis en avant pour justifier l'intervention des Etats. Moins citée, la crise japonaise du milieu des années 90 aura également influencé les choix d'aujourd'hui : la capacité des acteurs privés à absorber de lourdes pertes dès lors que la crise est systémique y avait été démontrée. La faillite, dont les coûts sociaux sont jugés trop élevés, n'est plus une stratégie de sortie de crise. Partout dans le monde, le credo aura été de frapper vite et fort (955 milliards de dollars pour les Etats-Unis ; 206 milliards d'euros pour le Japon ; 26 milliards d'euros pour la France, 24 pour l'Espagne, 50 pour l'Allemagne). C'est ce consensus politique qui a permis d'adopter des plans de relance dans des délais extrêmement courts. Ils sont un mélange de mesures visant à soutenir la demande à court et moyen terme, et à améliorer la qualité de l'offre à plus long terme.

Ainsi, des crises passées, deux enseignements auront été retenus : la nécessité de stabiliser en priorité le secteur d'où est venue la crise, et la nécessité de « frapper fort »³. Et, de fait, depuis six mois l'économie a enregistré un rebond.

Au troisième trimestre, la France a connu une hausse de son PIB de 0,5%, après une hausse de 0,3% au deuxième trimestre (chiffres INSEE). Aux Etats-Unis, le nombre d'emplois supprimés cet été a été le plus faible depuis près d'un an. Après avoir fortement augmenté, le taux d'épargne se maintient à un niveau inédit depuis au moins cinq ans, et la productivité constatée au deuxième trimestre n'a jamais été aussi élevée depuis six ans : elle a bondi de 6,3% en glissement annuel, soit un taux bien supérieur à la moyenne annuelle de 2,6% entre 2000 et 2008. La Maison Blanche table désormais sur un taux de chômage de 9,3% pour l'année 2009, alors qu'il était de 9,5% en juin.

Ces chiffres marquent-ils le début d'une sortie de crise ? On peut le souhaiter. On peut en douter également, si l'on suit par exemple l'hypothèse que l'effet conjugué des plans de relance et de la fin du déstockage des entreprises peut expliquer à eux seuls ce rebond.

La production avait tellement reculé qu'elle ne pouvait que progresser. Le rebond serait alors dû à des phénomènes techniques et temporaires. Concernant les gains de productivité aux Etats-Unis, ils ont été avant tout obtenus par une forte réduction du nombre d'heures travaillées et non par une accélération de la production⁴. Sur le volet du chômage, le recul s'y expliquerait aussi par le fait que 400 000 personnes ont renoncé à chercher du travail. S'ajoute à cela le fait que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi depuis plus de 27 semaines a atteint le niveau record de 5 millions, soit le tiers du total.

² OFCE, *Petit manuel de sortie de crise, Comment rebondir pour éviter l'enlisement*, juillet 2009, n°110, p. 353

³ Id.

⁴ *The Washington Post*, A Recovery Only a Statistician Can Love, Data That Point to Improving Economy Also Suggest Continued Pain for Many, Annys Shin, 12 août 2009

Concernant la hausse du PIB français, entre le deuxième trimestre de 2009 et la même période de 2008, le PIB est toujours en recul de 2,6%, soit une baisse plus de deux fois supérieure à celle que l'on avait connue lors de la récession de 1993. Pour la France toujours, les exportations sont toujours plus faibles qu'il y a un an et la production industrielle était toujours fin juin à l'indice 86 alors qu'elle se situait à 104 en janvier 2008, soit un recul de 17%...⁵

L'Europe, qui n'est pas à l'origine de la crise, risque d'être « le Dindon de la farce » et d'être la dernière zone à redémarrer véritablement.

Par ailleurs, les difficultés endémiques d'accès au crédit pour les PME⁶, et le renchérissement du cours de l'euro face au dollar risquent de stopper net ce frémissement. La compétitivité des produits fabriqués dans la zone euro s'est sérieusement érodée. L'Europe, qui n'est pas à l'origine de la crise, risque ainsi d'être « le Dindon de la farce » et d'être la dernière zone à redémarrer véritablement (Marc Touati)⁷. Sur ce point, nous considérons que l'annonce récente d'une réévaluation du yuan par le gouvernement chinois n'annonce pas une inflexion de la politique économique chinoise. Cette annonce est plus liée à la prévision d'une nouvelle croissance des exportations chinoises. Avec ses 800 milliards de dollars de bons du Trésor américain, la Chine forme désormais un « G2 » avec les Etats-Unis. On peut se demander si cette nouvelle bipolarité n'est pas qu'une « Chimerica » tant la Chine semble pressée de se défaire de ce mariage avec les Etats-Unis qui ne l'arrange plus. L'empressement de Barack Obama à préparer son voyage en Chine plutôt qu'à venir célébrer la chute du mur de Berlin l'illustre bien. Mais, le président des Etats-Unis est allé en Chine les mains vides, sur un continent sud-est-asiatique qui ressemble désormais de plus en plus à l'Europe d'avant l'Union européenne : plus de 200 accords bilatéraux y ont été signés (ex : Nouvelle Zélande/Malaisie, Canada/Corée...), et les Etats-Unis n'en sont pas partie prenante.

Du côté du moral des Français, les chiffres sont contradictoires. D'un côté, dans une enquête de l'IFOP réalisée pour *Ouest-France* les 3 et 4 septembre 2009 auprès de 963 personnes, à la question : « *En pensant à l'avenir, pour vous et vos enfants, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste ?* », 55% des personnes interrogées ont choisi un des deux premiers termes contre 33% il y a un an. Un sondage BVA pour *BFM-La Tribune* réalisé les 4 et 5 septembre allait dans le même sens : si 57% des Français se disent « moins confiants » pour l'avenir, ils sont 34% à affirmer leur confiance contre 11% en octobre 2008. Dans le même temps, le baromètre ViaVoice du quotidien *Les Echos* nous apprend que 50% des ménages et 64% des chefs d'entreprises se disent affectés par la récession, et Eric Morin, dans un livre paru en octobre 2009, met en lumière cette « peur du déclassement »⁸ qui touche les jeunes diplômés.

Au-delà de ces chiffres, qui nous apparaissent plus comme un nuage de points que comme la carte d'une voie de sortie de crise, l'Observatoire constate une permanence des causes anthropologiques des crises.

⁵ *Alternatives Economiques*, septembre 2009, n°283, p. 7

⁶ De ce côté, les banques françaises ont en 2009 récupéré 4 milliards d'euros de plus que ce qu'elles n'ont prêté.

⁷ Journaliste et économiste, cité par *Le Monde Economie*, 20 octobre 2009, p. 4

⁸ Eric Maurin, *La peur du déclassement*, Le Seuil, 2009

II) La permanence des causes anthropologiques à l'origine des crises

Les cordes de rappel déployées par les Etats ont stoppé la chute libre de l'économie. Mais, les acteurs économiques, déjà repartis à la conquête des sommets de la croissance, ont-ils revu les bases de leur comportement ? Confronté à cette question, l'Observatoire des crises constate que, par-dessus le gouffre laissé béant par l'effondrement des bourses, les marchés de 2009 tiennent la main des traders de 2008. Bulles spéculatives, opacité, démesure, prima de l'offre : le capitalisme est plus que jamais plongé dans une crise anthropologique. Dès lors, il ne faut pas tant relancer l'économie que réanimer les esprits⁹.

■ Les bulles spéculatives

De nombreux économistes sonnent l'alerte face à un nouvel accès de spéculation. Certains considèrent même que pour l'instant, rien n'a été fait pour changer le mécanisme qui préside aux mouvements spéculatifs (Paul Jaurion)¹⁰, soulignant que le personnel politique et financier n'a pas changé, quand il n'existe pas une capillarité forte entre les deux¹¹.

En voulant sauver l'économie mondiale, a-t-on fait naître une nouvelle bulle qui sera à l'origine de la crise d'après ?

Il ne faut pas tant relancer l'économie que réanimer les esprits.

En attesterait : la flambée des bourses asiatiques, des matières premières (le prix du baril de pétrole est passé de 33,87 dollars en décembre 2008 à plus de 75 dollars, soit 50,30 euros depuis la mi-octobre, alors que, pour la première fois, la demande mondiale d'électricité devrait baisser cette année), et des emprunts obligataires. La bourse de Shangaï a ainsi progressé de 63% depuis le 1^{er} janvier 2009, sans lien avec l'économie réelle. Le CAC 40, qui était descendu à 2 595 points le 3 mars dernier, était remonté à 3 495 points le 14 août, soit une hausse de plus de 35% en cinq mois...

L'excès de liquidités issu des plans de relance expliquerait en partie cette situation. Alors que de 1990 à 2007 la monnaie en circulation ne progressait « que » de 15% par an en moyenne, aujourd'hui le rythme est de plus de 30%¹². Mais, la décision d'utiliser ces liquidités à des fins spéculatives plutôt qu'au réamorçage de la pompe à crédit a bien été prise au niveau des banques. Selon la Banque centrale européenne¹³, les flux de crédit vers les ménages restaient encore quasiment nuls en juin dernier, et la tendance est similaire dans l'ensemble de la zone euro.

En tout état de cause, alors que la moitié du PIB mondial est sous perfusion¹⁴, l'arrêt brutal d'un soutien à l'activité économique ne semble pas envisageable. Dans sa « Réponse stratégique » à la crise¹⁵, l'OCDE souligne sur ce point qu'un désengagement hâtif des Etats pourrait être contre productif pour les marchés et pour la confiance : « consommateurs et investisseurs doivent sentir que des efforts suffisants sont faits pour bâtir une économie mondiale plus forte, plus saine et plus juste qu'auparavant ». On notera par ailleurs que la responsabilité des plans de relance dans cet excès de liquidités est contestée. Deux facteurs semblent plus déterminants : les excédents commerciaux de pays comme la Chine qui inondent le monde de leurs liquidités et la transformation des matières premières en produits financiers (Daniel Cohen).

⁹ Yves Citton, *La revue internationale des livres et des idées*, juillet août 2009, n°12, p. 4

¹⁰ Economiste et anthropologue, auteur notamment de *L'Argent, mode d'emploi*, Fayard, 2009

¹¹ Goldman Sachs, La Maison Blanche sous influence, *Le Monde*, 24 septembre 2009

¹² *Le Monde Economie*, 3 novembre 2009, p. 1

¹³ www.ecb.int

¹⁴ Jacques-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes

¹⁵ [http://www.oilis.oecd.org/oilis/2009doc.nsf/LinktoFre/NT00003086/\\$FILE/JT03267047.PDF](http://www.oilis.oecd.org/oilis/2009doc.nsf/LinktoFre/NT00003086/$FILE/JT03267047.PDF)

■ Le goût pour l'opacité

« La défaillance, face aux désordres de l'environnement et du marché, est collective. De l'investisseur de base peu averti jusqu'aux états-majors des établissements financiers s'est diffusée une tolérance pour l'opacité », avaient constaté les membres du Comité de prospective, prônant un approfondissement de la transparence par une meilleure régulation.

Transparence et régulation. Deux mots qui apparaissent à 50 reprises dans le rapport du G 20 de Londres, qui avait jugé en avril dernier que « *les principaux échecs de la régulation et des contrôles du secteur financier ont joué un rôle essentiel dans la crise* ». Avis partagé par M. Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, qui ajoutait : « *une part substantielle des marchés financiers n'est, de fait, pas réellement contrôlée ou opère en toute opacité* »¹⁶.

Or, malgré ce constat communément partagé, de notre point de vue, plusieurs exemples symbolisent la permanence du goût pour l'opacité.

Tout d'abord, la multiplication du nombre de « dark pools », qui sont des places boursières sans régulation, sans contrôle, où les ordres d'achat et de vente sont anonymes. Plateformes boursières alternatives aux bourses réglementées (Wall Street, Londres, Paris...), elles permettent à leurs clients d'acheter ou de vendre des actions, de façon anonyme et en gardant secret le prix des transactions jusqu'à leur finalisation.

L'homogénéisation n'est pas remise en cause. Or, comme dans la théorie darwinienne il ne faut pas que les populations soient trop homogènes, sinon un même choc peut détruire simultanément tous les individus

Aux Etats-Unis, le système existe depuis une dizaine d'années. Il représenterait actuellement entre 10 et 25% des ordres passés sur les marchés actions. Et près de 50% en volume. En Europe, une petite dizaine de plateformes ont vu le jour. Pour exemple, citons Turquoise, la plus emblématique, fondée par neuf banques : BNP Paribas, Société générale, Citigroup, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Merrill Lynch, Morgan Stanley et UBS. Ou encore Smartpool, créée en association avec NYSE Euronext, JP Morgan, HSBC et BNP Paribas.

Deuxième exemple, la permanence du secret bancaire, qui touche plus un pays comme la Suisse que les paradis fiscaux. La France et l'Allemagne ont focalisé leurs attaques contre les *hedges funds* qui, on le sait, n'ont ni provoqué la crise, ni reçu d'argent public. Il en est résulté la création de listes noires de paradis fiscaux dont, en réalité, l'esthétique expiatoire n'a d'égal que leur valeur cosmétique du point de vue de la régulation. Pendant ce temps, l'évasion fiscale continue de tourner à plein.

Enfin, la permanence de l'homogénéisation des marchés, qui fait que tous les acteurs peuvent intervenir sur tous les marchés, renforce cette opacité. La finance mondiale est devenue homogène. Les mutuelles ont voulu devenir des banques commerciales, les banques commerciales des banques d'investissement, les banques d'investissement des hedge-funds... Or, cette homogénéisation n'est pas non plus remise en cause. Et, on peut craindre que de cette soupe primitive ne naisse toujours pas la vie car « comme dans la théorie darwinienne, il ne faut pas que les populations soient trop homogènes, sinon un même choc peut détruire simultanément tous les individus. C'est ce qui est arrivé aux banques d'investissement de Wall Street : elles ont toutes disparues parce qu'elles faisaient

¹⁶ *Le Monde*, 26 mai 2009

toutes la même chose. Il faut recréer de l'hétérogénéité »¹⁷. Cette analogie a également été faite par Adrew Haldane, responsable des risques à la Banque d'Angleterre, qui a pointé que dans un lieu donné, plus les espèces sont diverses, mieux elles résistent aux risques épidémiologiques¹⁸.

Malgré tout cela, huit mois après le déclenchement de la crise, le président de la Fed, M. Ben Bernanke, exprimait ses craintes face un très hypothétique excès de régulation : « *il ne faut pas tenter d'imposer aux fournisseurs de crédit des restrictions tellement lourdes qu'elles empêchent le développement de nouveaux produits et services à l'avenir, (...) parce que l'innovation financière a amélioré l'accès au crédit, réduit les coûts et augmenté les choix* »¹⁹.

■ Dêmesure, cupidité

La démesure continue à représenter une menace pour l'écosystème et pour la cohésion sociale.

Le Comité de prospective avait constaté dans son rapport que « *que le miracle paradoxal, auquel certains croyaient, de l'intérêt égoïste, de la « rapacité » se transmuant en intérêt collectif n'a pas eu lieu : l'intérêt égoïste, la « rapacité » ont -comme on aurait dû s'y attendre- conduit au pillage de la planète, transformée en une vaste mine à ciel ouvert, crachant dans le ciel des scories qui l'empoisonnent petit à petit mais inéluctablement* ».

La démesure continue à représenter une menace pour l'écosystème et pour la cohésion sociale.

Année internationale de la biodiversité, 2010 s'ouvrira sur une accélération de l'extinction des espèces. C'est l'UICN qui, dans sa liste rouge publiée le 3 novembre 2009, constate que sur les 47 677 espèces répertoriées par l'organisation, 17 291 espèces animales et végétales sont menacées d'extinction. La situation est particulièrement préoccupante en Amérique du Sud, en Asie du Sud et du Sud-est, ainsi qu'en Afrique centrale et orientale.

Publiée tous les quatre ans, l'étude de l'UICN paraît aujourd'hui juste avant la date fixée par les gouvernements pour évaluer le degré de réalisation de l'objectif 2010 de réduction de la perte de biodiversité. Le rapport de l'UICN, *Wildlife in a Changing World*²⁰ (La vie sauvage dans un monde en mutation) montre que l'objectif 2010 ne sera pas atteint.

L'étude analyse la situation de 44 838 espèces de la Liste rouge de l'UICN et présente les résultats par groupes d'espèces, régions géographiques et habitats (marins, eau douce, terrestres). 869 espèces sont éteintes ou éteintes à l'état sauvage ; ce chiffre atteint 1 159 si on l'y ajoute les 290 espèces en danger critique d'extinction classées comme étant « probablement éteintes ». Dans l'ensemble, au moins 16 928 espèces sont menacées d'extinction. Etant donné que l'analyse ne porte que sur 2,7% des 1,8 millions d'espèces décrites, ce chiffre est considérablement sous-estimé, mais il représente un instantané utile de ce qui arrive à l'ensemble des formes de vie sur la terre. Un nombre plus élevé d'espèces d'eau douce a été évalué, ce qui donne une meilleure idée de leur situation critique. Ainsi, en Europe, 38% des poissons sont menacés ; en Afrique de l'Est, 28%. La forte connectivité

¹⁷ André Orléan, théoricien de la finance, auteur *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, Rue d'Ulm, et co-auteur de *La violence de la monnaie*, PUF, 1984. Dans ce livre, co-écrit avec Michel Aglietta, il montre que la monnaie n'est pas seulement la base de l'économie marchande, mais qu'elle fonde également le lien social. Plus encore, en empruntant la thèse du philosophe René Girard, ils montrent que la monnaie dévie le désir mimétique des individus et la violence qui en découle sur les objets achetés, vendus, bref, facilement échangés grâce à elle.

¹⁸ Exemple cité par Daniel Cohen, *La prospérité du vice*, Albin Michel, 2009

¹⁹ *Le Figaro*, 18 et 19 avril 2009

²⁰ <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/RL-2009-001.pdf>

des systèmes d'eau douce, qui permet aux espèces envahissantes et à la pollution de se propager rapidement, et une exploitation des ressources en eau tenant peu compte des espèces qui y vivent sont à l'origine de ces chiffres.

Dans les océans, le panorama est également sombre. Le rapport montre qu'une grande variété d'espèces marines subit des pertes potentiellement irréversibles en raison de la surpêche, le changement climatique, les espèces envahissantes, l'urbanisation du littoral et la pollution.

En plus de porter atteinte à l'écosystème, le tropisme de la démesure menace la cohésion sociale.

Le changement climatique n'est pas la principale menace pour les espèces sauvages à l'heure actuelle, mais il pourrait bientôt le devenir, d'après l'étude. Ayant examiné les caractéristiques biologiques de 17 000 espèces d'oiseaux, d'amphibiens et de coraux formant des récifs, le rapport conclut qu'une part importante des espèces actuellement non menacées d'extinction sont sensibles au changement climatique. C'est le cas pour 30% des oiseaux, 51% des coraux et 41% des amphibiens, qui ont tous des caractéristiques les rendant vulnérables au changement climatique.

Mais, en plus de porter atteinte à l'écosystème, ce tropisme de la démesure menace la cohésion sociale. Le rapport du Comité de prospective notait ainsi que « de très nombreux philosophes aujourd'hui considèrent que l'hubris détruit toute forme d'organisation économique et politique. En faisant exploser les deux fondements de l'organisation démocratique : l'égalité et la liberté ».

Sur ce point, l'Observatoire constate que si, sous la pression des gouvernements, la part variable des rémunérations a été revue à la baisse, la part fixe s'est elle accrue de 50 à 100% selon les banques²¹. Faites sortir la cupidité par la porte, elle reviendra par la fenêtre...

Concernant le système des bonus, petite partie de l'iceberg de la démesure mais révélatrice d'un état d'esprit global, les déclarations de Kenneth Lewis, PDG de la banque of America sont édifiantes. A la question « Quelle serait votre première décision après avoir remboursé le Trésor ? », il répond : « Cela permettrait de revoir notre système de rémunération et de rétablir les bonus. Mais, attention, il ne s'agirait pas de revenir en arrière. Ce qu'il faut, c'est empêcher les abus tout en acceptant de bien relier la rémunération et la performance. Nous travaillons sur ce sujet pour être prêt le jour où nous ne serons plus tenus par la supervision publique ». Sur ce point, on ne pourra pas lui reprocher son manque de transparence... Ainsi la cupidité « stimulant individuel » devenu « système de gouvernance » reste le « fondement institutionnalisé d'un enrichissement sans cause réelle et sans limite sérieuse »²².

En réalité, le casino est rouvert. Les bourses, qui avaient pris des airs de stations balnéaires hors saison, ont de nouveau hissé le pavillon bleu au risque, dès le premier reflux de la mer, de laisser réapparaître des baigneurs complètement dénudés. Pour l'instant, nous ne nous sommes pas affranchis de la tyrannie du rendement maximal, de l'abstraction de la valeur qui a favorisé l'illimitation du désir de profit. Les places boursières continuent à pratiquer le dumping fiscal pour attirer les traders. Or, cette recherche du profit maximal continue à créer des déséquilibres profonds, par exemple dans la formation des revenus salariaux et de la consommation.

²¹ *Le Monde*, 29 mai 2009, p. 2

²² Charles-Henri Filippi, *L'Argent sans maître*, Descartes, 2009

■ Pauvreté, inégalités

A trop se focaliser sur la sortie de crise, la question des solidarités face à la crise est trop souvent mise de côté or au moment de la sortie de crise, les plus fragiles ne seront pas les premiers à retrouver un emploi.

Sommes-nous engagés dans la construction d'une société moins inégalitaire ? L'égalité entre les hommes est toujours niée, de facto, par les écarts de revenus. Le Comité de prospective avait ainsi pointé que « *le niveau d'inégalités atteint par nos sociétés est l'une des origines des crises. L'ouverture des échanges s'est accompagnée d'une forte montée des inégalités sociales au sein des économies développées* ». Et pour l'instant, il apparaît à l'Observatoire que, sans décision de relèvement substantiel du taux marginal d'imposition sur le revenu, ceux qui peuvent accumuler de l'argent le font sans retenue. Si la création d'un Revenu maximum d'activité, proposée par les décroissants²³, n'est pour l'instant envisagée par personne, l'augmentation du niveau du taux supérieur d'impôt sur le revenu pourrait elle revenir dans le débat. D'aucuns constatant que la croissance n'a jamais été aussi forte que lorsque celui-ci était élevé²⁴.

Par ailleurs, il nous semble qu'à trop se focaliser sur la sortie de crise, la question des solidarités face à la crise est trop souvent mise de côté. Plus de 11 millions de personnes ont perdu leur emploi dans la zone OCDE dans les douze mois qui ont précédé avril 2009, chiffre qui pourrait dépasser les 25 millions d'ici à 2010²⁵. De ce point de vue, même si les scénarios les plus optimistes devaient se réaliser²⁶, le chômage devrait continuer à augmenter en 2010. La zone euro pourrait connaître courant 2010 un taux de chômage officiel de 11,5%, contre 7,5% début 2008. Aux Etats-Unis, où 7 millions de personnes ont déjà perdu leur emploi, le rythme de 331 000 destructions d'emplois par mois devrait placer le taux de chômage à 10% à la fin de l'année. Les ménages y ont vu fondre leur patrimoine de 1,3 année de revenu disponible. Au total, le nombre de chômeurs dans le monde pourrait atteindre 210 à 239 millions en 2009, correspondant à un taux de chômage mondial compris entre 6,5 et 7,4%, selon les prévisions du Bureau international du travail (BIT)²⁷.

Or, au moment de la sortie de crise les plus fragiles ne seront pas les premiers à retrouver un emploi. « *L'emploi est plus inerte que l'activité et cette inertie est relativement stable. Quand l'activité baisse, les entreprises ne licencient pas tout de suite. Quand elle repart, elles attendent en général que la reprise se confirme pour réembaucher* »²⁸. Le discours actuel sur « les stabilisateurs automatiques »²⁹ occulte ce problème.

²³ <http://www.decroissance.info/Revenu-maximum-autorise-ou-revenu#nh2>

²⁴ http://www.inegalites.fr/spip.php?article1052&id_mot=79

²⁵ « Perspectives économiques de l'OCDE », n°85, juin 2009

²⁶ Retour de la croissance mondiale au second trimestre 2010 selon le FMI et la FED

²⁷ http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_106504.pdf

²⁸ Xavier Timbeau, directeur du département analyses et prévisions de l'OFCE, *Alternatives Economiques*, juin 2009, n°281, p. 12

²⁹ Mécanisme qui décrit le fait qu'en situation de récession, les dépenses publiques et celles de protection sociale demeurent stables en dépit de la baisse des recettes fiscales et sociales, ce qui conduit à maintenir la demande et donc à limiter la chute d'activité, *Alternatives Economiques*, juin 2009, n°281, p. 10

La récession mondiale touche d'abord les femmes, dont le taux de chômage augmentent plus vite que celui des hommes.

D'une part, on peut noter que le système d'indemnisation du chômage est, pour la deuxième fois, restreint en temps de crise. Ce fût le cas en 1993 avec l'instauration de la dégressivité. C'est le cas aujourd'hui avec, pour toute personne au chômage depuis 15 mois, une suspension plus rapide des allocations. On peut ajouter que, d'un point de vue social, certains choix faits par le gouvernement (défiscalisation des heures supplémentaires, statut d'auto entrepreneur, RSA, Contrats de transition professionnelle) risquent, en dehors de tout jugement de valeur sur ces dispositifs, de retarder, en temps de crise, la sortie de crise pour ceux qui sont « hors système ».

Une deuxième vague sociale de la crise est ainsi sous couveuse, notamment en raison des effets de la hausse des prix de l'énergie. On constate en effet que la facture énergétique va croissante. Or, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimait en 2004 qu'une augmentation durable du prix du baril de pétrole de 25 à 35 dollars pouvait engendrer une diminution de 0,4 point de croissance dans les pays membres (et de 0,45 en Europe)³⁰. Sachant que la dépendance énergétique de la France s'établit à 52,2% en 2008³¹, que dire quand 0,4 point de PIB représente à peu près l'effet attendu du plan de relance français ?³² Notons sur ce point que dans son rapport *World Energy Outlook* de 2009, l'Agence internationale de l'énergie exhorte les gouvernements à agir en instaurant un « *new deal des énergies propres* »³³.

Dans l'attente de cette deuxième vague, l'Observatoire fait sien le constat de Francis Kessler³⁴ pour qui, malgré ce discours vantant les effets des stabilisateurs automatiques, « *le démembrement des mécanismes de solidarité universelle, entamé depuis une quinzaine d'années, se poursuit comme si de rien n'était dans la plupart des pays développés. Les réformes de la protection sociale s'articulent autour de deux axiomes : d'une part, il est essentiellement de la responsabilité de chaque individu de faire face aux risques sociaux ; d'autre part, les mécanismes de marché sont les mieux à même de résoudre les problèmes sociaux. Il en résulterait automatiquement une réduction des dépenses de l'Etat consacrées à la protection sociale, objectif majeur des réformateurs* »³⁵.

Enfin, du point de vue des effets sociaux de la crise, l'Observatoire note que la récession mondiale touche d'abord les femmes. Cette tendance est pointée par l'ONG Plan international³⁶, qui souligne que « *la crise financière mondiale pèse lourdement sur les familles et les communautés du monde entier et quand l'argent vient à manquer, ce sont les filles et les jeunes femmes qui sont les plus touchées* ». Ce que confirme l'OIT selon laquelle 22 millions de femmes pourraient perdre leur emploi dans le monde en 2009, le taux de chômage augmentant plus vite pour les femmes que pour les hommes.

L'aléa moral

³⁰ « Analysis of the impact of high oil prices on the global economy », IEA, mai 2004

³¹ La moyenne de l'UE est à 54,9%, en progression par rapport à 2008 où elle s'établissait à 53,6%

³² Laurent Cordonnier, économiste, Université Lille I, « Reprise économique, la grande illusion », *Le Monde diplomatique*, septembre 2009, à. 7

³³ <http://www.worldenergyoutlook.org/>

³⁴ Maître de conférences à l'Université Paris I, auteur notamment de *Droit de la protection sociale*. Paris, Dalloz 2000 (collection cours droit privé) 2^{ème} édition Paris 2005

³⁵ *Le Monde Economie*, 13 octobre 2009, p. 5

³⁶ http://www.droitsdesfilles.fr/rapport_09.pdf

Le Comité de prospective du Comité 21 avait identifié l'aléa, ou risque, moral comme une racine commune aux crises. Rappelons que la théorie économique appelle le « risque moral », le risque que quelqu'un agisse de manière immorale parce qu'il se sait protégé par les assurances, les lois ou d'autres institutions contre les préjudices que son comportement pourrait sinon engendrer.

De ce point de vue, il nous semble que plus qu'hier, les banques sont devenues des mastodontes interconnectés et puissants à l'abri de la faillite. L'intervention des Etats, indispensable, aura eu pour effet pervers de renforcer l'aléa moral. Face à cela, il nous faudra choisir entre trois solutions³⁷ : trouver des procédures de liquidation efficaces pour rétablir la discipline ; démanteler ces mastodontes ; ou les laisser vivre mais en leur imposant des taxes et des régulations spécifiques (Thomas Philippon).

■ Le prima de l'offre

Dans une allocution de juillet 2009, M. Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE), déclarait : « *En ce qui concerne les politiques structurelles, il convient d'intensifier de plus en plus les efforts visant à soutenir la croissance potentielle dans la zone euro (...). En particulier, les réformes de marchés de produits sont nécessaires pour favoriser la concurrence et accélérer la restructuration et la croissance de la productivité. En outre, les réformes des marchés du travail doivent faciliter un processus approprié de fixation des salaires et la mobilité de la main d'œuvre entre les secteurs et les régions. Dans le même temps, de nombreuses mesures adoptées ces derniers mois pour soutenir certains compartiments de l'économie devront être annulés progressivement et en temps opportun. Il est essentiel que l'accent soit désormais mis sur le renforcement de la capacité d'ajustement et de la flexibilité de l'économie de la zone euro, conformément au principe d'une économie de marché ouverte dans un régime de libre concurrence* »³⁸.

Le retour aux idées académiques pointe que ce qui manque, pour l'instant, c'est une pensée alternative.

Rappelons qu'après avoir été critiqué comme « trop prudent » par les différents observateurs face au flamboyant Alan Greenspan, M. Trichet a désormais troqué le pilori contre le pinacle.

Or, à la différence des déclarations de M. Greenspan, qui se plaisait à dire « *si vous m'avez compris c'est que je me suis mal exprimé* », la déclaration de M. Trichet a le mérite de donner une orientation claire. Il s'agit, une fois la parenthèse keynésienne refermée, de revenir à une politique économique fondée sur le soutien de l'offre. Economie de l'offre, dont les effets sur les salaires et sur la fiscalité du capital sont pourtant considérés comme un des facteurs de la crise économique et sociale. Economie de l'offre, que Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, qualifie lui même de « *doctrine fanatique qui aurait eu peu d'influence si elle n'avait pas fait appel aux préjugés des rédacteurs de presse et des hommes fortunés* »³⁹.

³⁷ Thomas Philippon, économiste et professeur d'économie financière à la Stern School of Business, auteur de *Capitalisme d'héritiers*, Seuil, 2007, cité dans *Le Nouvel Observateur*, 17-23 septembre 2009, p. 88-89

³⁸ BCE, conférence de presse du 2 juillet 2009

³⁹ *Le Nouvel Observateur*, 3-9 septembre 2009, p. 24

■ L'absence de pensée alternative

En se focalisant sur les bonus et les paradis fiscaux, les Européens n'ont pas proposé de doctrine alternative à la régulation anglo-saxonne.

Ce retour aux idées académiques pointe que ce qui manque, pour l'instant, c'est une pensée alternative. En se focalisant sur les bonus et les paradis fiscaux, les Européens n'ont pas proposé de doctrine alternative à la régulation anglo-saxonne. Car, s'il est juste de s'attaquer aux bonus et aux paradis fiscaux, la question est plus de savoir comment les banques gagnent autant d'argent sur les marchés, et en prenant quels types de risques. Sur ce point, c'est le plan Geithner (Secrétaire américain au Trésor) qui s'est imposé. Les Européens, en se focalisant sur les traders et les *hedge funds*, ont en réalité laissé passer une chance historique de peser davantage sur les règles de la finance internationale. Les gouvernements n'ont pas su résister à cette tentation de désigner des « victimes émissaires »⁴⁰ que le Comité de prospective avait pointée dans son rapport.

Cette difficulté à inventer un modèle alternatif vient aussi de ce que les Etats, comme cela a été révélé par le G 20 de Pittsburgh, sont pris dans une contradiction. D'un côté, l'opportunité ouverte par la crise d'imposer de nouvelles règles de gouvernance financière est en train de disparaître ; de l'autre, les gouvernements craignent que l'instauration trop rapide de règles nouvelles ne conduise les banques à réduire encore plus leurs prêts alors que la crise n'est pas terminée (Thomas Philippon).

Finalement, nous restons dans un mouvement de balancier, même si la spécificité de cette crise aura néanmoins été que, pour la résoudre, tous les leviers des politiques économiques auront été actionnés. Il n'y aura pas eu « une » stratégie de sortie de crise. Face au risque imminent d'une crise systémique du système financier, c'est le souci de gérer l'urgence qui l'a emporté.

III) Face à la crise : l'échappée des consommateurs

Dans ce contexte, les individus consommateurs semblent appliquer le principe de subsidiarité. Le Comité de prospective avait relevé qu'« *il existe désormais un divorce entre les aspirations des consommateurs à transformer leur mode de consommation, et la réalité d'un système qui peine à prendre la mesure de cette transformation* ». Cette tendance nous semble se confirmer.

Ainsi les consommateurs américains, qui ont vécu au dessus de leurs moyens pendant des années, épargnent aujourd'hui davantage. Cette évolution, indispensable pour assurer à terme une croissance plus durable, constitue dans l'immédiat un frein à la reprise, et nous conforte dans l'idée que « *les crises révèlent que l'économie est plus dépendante du consommateur que l'individu ne l'est de la consommation* »⁴¹. A tel point que le journal *Le Monde* se demandait en juin dernier : « *Les ménages, derniers moteurs de l'activité vont-ils craquer* » ? Rappelons-nous que la crise n'était pas une crise de surproduction, mais de surcapacité de production. Le secteur automobile est emblématique de cette situation. Or, malgré les mesures de soutien et des expédients comme la prime à la casse, les consommateurs français et européens ne pourront soutenir la future croissance des constructeurs nationaux. En France, la baisse de production du crédit à la consommation pourrait atteindre 15% cette année⁴².

⁴⁰ René Girard, philosophe, membre de l'Académie française, inventeur de la *théorie mimétique* qui, à partir de la découverte du caractère mimétique du désir, a jeté les bases d'une nouvelle anthropologie ; v. notamment *Anorexie et désir mimétique*, 2008, Ed. de L'Herne ; *La violence et le sacré*, Hachette, 1990

⁴¹ Rapport du Comité de prospective du Comité 21

⁴² Etude Astères, citée par *Le Monde Economie*, 23 juin 2009

Pour autant, pas plus qu'hier, nous n'assistons à l'effondrement du modèle consumériste. En France, la consommation soutenue des ménages est là pour le démontrer. Le Centre d'analyse stratégique constate ainsi que « *la crise n'a pas entamé l'appétit de consommation même si des arbitrages se font au profit des produits moins superflus. Lors des précédentes sorties de crise, la consommation des ménages est restée un moteur central de la croissance. La crise actuelle pourrait s'inscrire dans la même logique, d'autant que la consommation s'affirme toujours comme vecteur prégnant de construction identitaire, surtout parmi les jeunes générations* »⁴³.

Le système consumériste n'est pas remis en cause mais il y a un renouvellement profond des habitudes de consommation, à travers la recherche de sens et d'une certaine frugalité.

Le désamour des consommateurs face à la grande distribution illustre cette évolution. Selon un sondage Figaro.fr, 80% des personnes interrogées disent ainsi comprendre la colère des agriculteurs. Face à la crise, cette tendance des Français à considérer que « *tout ce qui est grand est nuisible à l'économie et à la planète* », comme le relève Gérard Mermet, auteur de *La Francoscopie*, se trouve exacerbée. Dans la tempête, les Français choisissent de défendre le plus petit, si ce n'est le plus faible... « *Cette attitude du consommateur vis-à-vis de la grande distribution n'est pas rationnelle mais émotionnelle. Le consommateur aime consommer mais il culpabilise, car consommer c'est détruire* »⁴⁴. A leur niveau, les consommateurs citoyens, en faisant le lien entre crise économique et crise écologique, démontrent avoir saisi la nature systémique de la crise.

Si le système consumériste n'est pas fondamentalement remis en cause, il y a néanmoins un renouvellement profond des habitudes de consommation, à travers la recherche de sens et d'une certaine frugalité. La crise joue comme révélateur d'un « *Homme multidimensionnel* »⁴⁵. D'un côté, le secteur marchand poursuit son expansion, de l'autre, « *nos sociétés ne ressemblent plus tout à fait à celle que décrivait Guy Debord stigmatisant le consommateur passif (...). Avec les nouvelles technologies nous sommes témoins de l'essor d'un consommateur-acteur (...). En état de vigilance, l'hyper consommateur tend à devenir le producteur de ce qu'il consomme* »⁴⁶.

Ainsi, « *qu'il s'agisse de l'économie des bouquets (Philippe Moati), de l'économie de la fonctionnalité (Dominique Bourg), ou de l'économie du quaternaire (Michèle Debonneuil), cette évolution s'inscrit (...) dans une transformation longue des modes de consommation et de production, accélérée par le développement des TIC (...). Les mutations sociales où l'acte de consommation devient réalisation de soi et les applications nouvelles du Web 2.0 renforcent le pouvoir du consommateur, sa faculté à critiquer l'offre, à la modifier voire à la co-produire, et ses capacités d'engagement et d'autonomie (modèle wiki mais aussi consommation responsable). Ce pouvoir restauré du « consomm'acteur » induit lui-même une réactivité des marques qui utilisent ces nouvelles fonctionnalités du consommateur pour entretenir un lien toujours plus étroit avec lui, et modifie, plus rapidement que par le passé, les biens et les services proposés. La satisfaction des besoins pourrait ainsi devenir le moteur d'une économie servicielle renouvelée* »⁴⁷.

Prochaines notes thématiques de l'Observatoire des crises :

- **Copenhague, peut-on éviter le pire de la crise environnementale ?**
- **Grand emprunt : quels effets sur la sortie de crise ?**

⁴³ CAS, « Sortie de crise : vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ? », Octobre 2009, <http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/RapportCohenFinal19oct.pdf>

⁴⁴ *Le Monde*, 13 juillet 2009, p. 2

⁴⁵ Vincent David, directeur de l'Agence de Relations d'Utilité Publique

⁴⁶ Gilles Lipovetsky, *Le Monde* 2, 24 octobre 2009, p. 29

⁴⁷ CAS, « Sortie de crise : vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ? », opt. cit, p. 17



Comité 21

Comité 21

132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France

Tél. : (33) 01 55 34 75 21 . Fax : (33) 01 55 34 75 20

comite21@comite21.org . www.comite21.org . www.agenda21france.org